

Face aux politiques sarkoziennes, candidats pour les luttes

samedi 2 juin 2007, par [LCR \(France\)](#), [TREPÈRE Galia](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2007).

Sommaire

- [Leur programme et le nôtre](#)
- [Imposons des mesures d'urgence](#)

Pour cultiver son image d'homme d'action qui tient ses engagements, Sarkozy, en campagne pour les législatives, multiplie, lui ou ses ministres, les annonces de mesures, accélère son calendrier de réformes. Il entend prendre de vitesse la population, profiter de son désarroi devant sa victoire et, l'absence de réactions des dirigeants du Parti socialiste et des directions syndicales pour accentuer l'offensive que son gouvernement se fait fort de mener, pour le compte du Medef et des privilégiés, contre les couches populaires.

Est prévu que soit voté, dès cet été, lors d'une session extraordinaire du Parlement, un « paquet fiscal » destiné aux plus riches. Depuis le 1^{er} janvier dernier, ceux-ci pouvaient demander au fisc le remboursement de ce qu'ils lui avaient versé en impôts directs au-delà de 60 % de leurs revenus, un « trop versé » se montant par exemple à 8 millions d'euros pour l'actionnaire des Galeries Lafayette. Ce « bouclier fiscal » sera abaissé à 50 %. Les redevables de l'impôt sur les grandes fortunes pourront déduire de leur ISF jusqu'à 50 000 euros, pour peu qu'ils les aient placés dans une PME, une fondation ou une université... Et, aubaine pour les héritiers, même les plus riches, ils seront exonérés de tout droit de succession. Sous couvert de permettre aux salariés de « gagner plus », les heures supplémentaires seront exonérées de cotisations sociales... pour les seuls patrons. Les familles qui ne peuvent se loger décemment à cause de l'insuffisance dramatique de logements sociaux et la spéculation immobilière auront le bonheur de devenir propriétaires en déduisant de leurs impôts les intérêts de prêts qui les endetteront à vie. Une bonne affaire pour les promoteurs immobiliers, inquiets du ralentissement du marché. L'ensemble de ces mesures devrait coûter aux contribuables 15 milliards d'euros, et elles seront présentées par le ministre des Comptes publics, Éric Woerth, dont on nous dit, sans rire, qu'il est chargé de réduire la dette publique... en supprimant, entre autres, la moitié des postes de fonctionnaires partant à la retraite.

Cet été également, le gouvernement Fillon veut faire passer une loi sur l'autonomie des universités, un pas de plus vers leur privatisation, ainsi que, présentées par la ministre de la Justice, Rachida Dati, une loi prévoyant une peine minimale de dix ans pour les délinquants qui seront déjà passés deux fois devant un juge, et une autre permettant de condamner comme des majeurs des jeunes dès l'âge de 16 ans.

Lundi enfin, était annoncée par Roseline Bachelot, la ministre de la Santé, la confirmation de la mise en place, pour 2008, d'une franchise sur les soins, qui conduira au non-remboursement par la Sécurité sociale d'une partie des frais des consultations médicales, des médicaments ou des frais d'hospitalisation. Une mesure envisagée, avec le plus grand cynisme, par la ministre, comme « un élément indispensable de responsabilisation des patients et non comme une mesure de comblement de déficit de la Sécurité sociale », et à laquelle s'est rallié, contre la promesse de « garde-fous » pour les plus pauvres, Martin Hirsch, l'ancien président d'Emmaüs devenu haut-commissaire aux

Solidarités actives, qui s'y était dit opposé.

Voilà ce que le gouvernement compte faire passer dans les trois mois qui viennent. Mais d'autres attaques sont annoncées, comme la loi sur le service minimum dans les transports publics contre le droit de grève, la simplification du licenciement, à travers ou non un contrat de travail unique, la suppression des régimes spéciaux de retraite avant de nouvelles attaques contre toutes les retraites.

Face à cette avalanche de mauvais coups, présents et à venir, Ségolène Royal n'a eu comme seule réaction que de mettre au défi Sarkozy de réaliser des promesses de campagne « intenables » et de se plaindre qu'il avait fait des emprunt à son programme, comme le revenu de solidarité active de Martin Hirsch. Quant aux directions syndicales, elles sont comme paralysées et restent, au mépris de l'opinion de leurs militants, engluées dans la politique de concertation qu'elles mènent depuis plusieurs années, dominées par l'idée que ce gouvernement et ses mesures seraient légitimées par le « verdict des urnes ». Même la CGT se prête à l'exercice, son leader, Bernard Thibault, s'étant déclaré « impatient » de rencontrer à nouveau Sarkozy, dans le nouveau cycle de rencontres qu'organise celui-ci.

C'est dire qu'un des enjeux essentiels de ces élections législatives sera de dire que nous sommes nombreux à ne pas être dupes et qu'il faut que s'expriment, le plus fortement possible, le mécontentement et la révolte contre le cynisme et l'hypocrisie de Sarkozy et de son gouvernement. Faire campagne pour les candidats de la LCR, c'est aider aussi à ce que s'organise la préparation des luttes, afin de faire face à cette nouvelle offensive, faire en sorte que la pression des salariés et des militants s'exerce sur les directions syndicales pour les obliger à rompre avec leur attentisme, voire leur complicité, afin de prendre l'initiative d'une mobilisation d'ampleur nationale.

Galia Trépère

Leur programme et le nôtre

Frédéric Borrás

Sarkozy, Fillon et leurs ministres se sont mis à l'ouvrage. Entre deux joggings, façon Clinton et deux virées à Brégançon, façon Bush, il s'agit d'afficher les mêmes résultats que leurs mentors d'outre-Atlantique : une société du profit maximum, où spectacle et politique se mêlent, où le plein-emploi affiché se paye par l'explosion de la précarité, ainsi que par l'aggravation de la misère et des inégalités sociales. Libération donne l'exemple édifiant d'un couple soumis à l'ISF, qui se verra attribuer un rabais de près de 90 000 euros grâce au passage du bouclier fiscal de 60 à 50 % des revenus ! L'ami Johnny peut quitter la Suisse en toute quiétude...

Pour l'éducation, Xavier Darcos pousse les feux de la libéralisation. Au lieu de lutter contre la ghettoïsation et la misère - source des défauts de la carte scolaire -, il veut libérer le « droit de choisir » son école, ce qui va accentuer la dichotomie entre école de riches et école de pauvres. Et la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, lui emboîte le pas, avec l'autonomisation des universités. Côté santé et Sécu, c'est la logique du déremboursement, si dramatique pour ceux qui vivent de peu, qui s'aggrave. Bachelot annonce, pour l'automne, la mise en place d'un système de quatre franchises non remboursées sur les premiers euros annuels dépensés en examen biologiques, en médicaments, en visites médicales et hospitalisation. Après avoir sillonné le Canada

en 4x4, Juppé se présente comme le nouveau héraut de l'écologie. Mais son « Grenelle de l'environnement » est en réalité un leurre. Sous couvert de lutte contre le réchauffement climatique, il s'agit de moderniser le parc nucléaire, lui aussi néfaste pour l'environnement, et de lancer l'EPR.

Pour les syndicats, le marché est clair : se vendre pour un plat de lentilles ou combattre au risque d'être défaits. Au menu, le service minimum dans les transports en commun, cheval de Troie contre le droit de grève, la mise en œuvre du contrat « unique » en lieu et place du CDI, actuelle pierre angulaire du contrat de travail. Généraliser la précarité pour faire baisser les statistiques du chômage, voilà le projet du gouvernement du Medef. Enfin, le sinistre Hortefeux, à la tête du ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale annonce clairement la couleur : répression et fermeture des frontières, encore moins de régularisations et encore plus d'expulsions de familles et d'enfants sans papiers. Bien entendu, il faudra aussi compter sur Dati et Michèle Alliot-Marie (qui a juste changé d'uniforme), pour renforcer les politiques sécuritaires, avec notamment l'abaissement de la majorité pénale pour les mineurs à 16 ans.

Face à cette machine de guerre 100 % antisociale et 100 % réac, pas de demi-mesures à l'eau de rose. Il faut défendre, par la lutte et aux législatives, un programme 100 % anticapitaliste, qui s'oppose point par point à la politique du gouvernement. Le voilà ci-dessous.

Imposons des mesures d'urgence

LCR

Les profits explosent. Les prix et les loyers augmentent, mais jamais notre pouvoir d'achat. Assez ! Partageons les richesses !

- Le Smic à 1 500 euros net et l'augmentation des salaires de 300 euros, tout de suite !
- Salaires, retraites, minima sociaux : pas un revenu inférieur à 1 500 euros net.
- Allocation d'autonomie pour les jeunes.

Il faut casser la machine infernale à détruire les emplois. Il faut retirer aux patrons le pouvoir exorbitant de licencier, de ruiner des familles et des régions entières, pour augmenter leurs profits. Nous voulons travailler moins pour travailler tous.

- Interdiction des licenciements. Suppression des 65 milliards d'aides aux entreprises et remboursement de l'argent versé aux groupes qui font des profits et licencient ou délocalisent.
- Réduction du temps de travail, sans flexibilité, sans précarité.
- Un seul contrat, le CDI.

Il faut en finir avec le scandale des sans-toit et des mal-logés.

- Réquisition des logements vides et construction d'un million de logements sociaux dans le cadre d'un service public.

L'accès de tous à une retraite décente et aux soins a été gagné par nos anciens grâce à la Sécurité sociale. Pas question de livrer ces acquis à la rapacité des assurances et des fonds de pension ! Pour financer la Sécu, il faut supprimer les 21 milliards d'exonérations de cotisations patronales.

- Abrogation de la loi Fillon sur les retraites. Retraite à 60 ans et retour aux 37,5 annuités et aux 75 % du dernier salaire.
- Soins et médicaments gratuits pour tous. Création de 100 000 emplois dans les hôpitaux ; ouverture de centres de santé publics et gratuits dans les communes et les quartiers.

L'éducation, la santé, l'énergie, la culture, l'eau, les télécommunications ou les transports ne sont pas des marchandises. Il faut défendre et étendre les services publics dans les quartiers comme dans les campagnes.

- Retour sur les privatisations décidées par les gouvernements précédents.
- Création de nouveaux services publics : petite enfance, quatrième âge, eau, fabrication de médicaments.
- Création d'un million d'emplois dans l'éducation, les hôpitaux, les transports, les crèches ou la recherche.

En mai 2005, on a dit « non » au libéralisme, pas à l'Europe.

- Mise en place d'un Smic et de droits sociaux européens alignés vers le haut ; création de services publics européens.

Les grandes déclarations sur l'enjeu écologique s'accumulent mais, dans les faits, rien de concret pour sauver la planète, assainir l'alimentation, réduire les émissions de gaz à effet de serre.

- Arrêt de l'EPR et sortie du nucléaire. Développement des énergies renouvelables dans un grand service public de l'énergie.
- Développement des transports en commun, y compris sur des lignes jugées non « rentables ». Développement du ferroutage.
- Interdiction des productions polluantes et des OGM en plein champ.

Aucune discrimination n'est supportable.

- Droit de contrôle contre les barrages à l'emploi, au logement, aux loisirs, selon la couleur de la peau ou le nom.
- Égalité des droits. Arrêt des expulsions. Régularisation de tous les sans-papiers.
- Droit au mariage et à éduquer librement leurs enfants pour les homosexuels.

Les femmes supportent la double journée de travail, les plus bas salaires, les contrats les plus précaires, les plus petites retraites.

Tous les trois jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint.

- Extension des centres d'IVG.

- Rattrapage immédiat des salaires féminins.
- Adoption d'une loi-cadre contre les violences sexistes (prévention, accompagnement des victimes...).

Contrôler les décisions, avoir une représentation démocratique suppose de rompre avec la V^e République.

- Proportionnelle intégrale. Interdiction du cumul des mandats. Rémunération des élus au salaire moyen.
- Droit de vote pour tous ceux et celles qui vivent ici.

Un autre monde est possible

- Retrait des troupes d'occupation d'Irak, d'Afghanistan, du Liban, d'Afrique et de Palestine.
- Droit à un État pour les Palestiniens.
- Droit à l'autodétermination des peuples.
- Annulation de la dette du tiers monde.

Par nos luttes, imposons le partage des richesses !

Ces mesures en faveur des travailleurs et des jeunes exigent de prendre sur les profits capitalistes et les richesses accumulées par une petite minorité. C'est l'inverse de la politique de Sarkozy, qui veut continuer de baisser les impôts des plus riches !

Il faut faire d'autres choix. Par exemple, l'annulation du deuxième porte-avions, une arme offensive, permettrait de financer l'allocation d'autonomie pour les jeunes ! Il faut annuler les subventions publiques aux grands groupes, multiplier par dix l'impôt sur les grandes fortunes, rétablir le taux de 50 % sur les bénéfices des entreprises.

Rien ne sera possible sans retirer aux grands patrons le pouvoir absolu qu'ils exercent sur l'économie.

Le 10 juin, votons pour les candidates et candidats de la LCR 100 % à gauche.

P.-S.

* Paru en premier plan sous le titre « Candidats pour les luttes » dans Rouge n° 2208 du 31 mai 2007.